



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

Liberté
Égalité
Fraternité

dossier n° PC 031 555 25 00085

date de dépôt : **18 février 2025**

demandeur : **ISAE SUPAERO**, représenté par
Madame Marie-Hélène Baroux

pour : **Aménagement d'un laboratoire d'étude sur
la gravité dans le bâtiment 14, mise en place
d'une tour de gravité avec création d'un édicule
en toiture et cloisonnement intérieur.**

adresse terrain : **10 Avenue Marc Péglerin, à
Toulouse (31000)**

**ARRÊTÉ
accordant un permis de construire
au nom de l'État**

Le préfet de Haute-Garonne,

Vu la demande de permis de construire présentée le 18 février 2025 par ISAE SUPAERO, représenté par Madame Marie-Hélène Baroux sis 10 avenue Marc Péglerin à Toulouse (31000), affichée en mairie le 19 février 2025;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le plan de prévention des risques naturels prévisibles de mouvements différentiels de terrain consécutifs au phénomène de retrait-gonflement des sols argileux pour la commune de Toulouse, approuvé par arrêté préfectoral en date du 25 octobre 2010 ;

Vu le plan local d'urbanisme de Toulouse modifié en dernière date le 12 décembre 2024 ;

Vu l'extrait du règlement de la zone UIC1 du plan local d'urbanisme ;

Vu l'orientation d'aménagement et de programmation « Campus Rangueil » ;

Vu les délibérations n° DEL-21-0991 à DEL-21-0996 du conseil de communauté de Toulouse Métropole en date du 14 octobre 2021, instaurant un périmètre de taxe d'aménagement majorée sur la commune de Toulouse - taux 20 % sur les secteurs d'habitat au sens du document d'urbanisme et taux 15 % sur les secteurs économiques au sens du document d'urbanisme ;

**ARRÊTE
Article unique**

Le permis de construire est **ACCORDÉ**.

Fait à Toulouse le 14 mars 2025,

Pour le préfet et par délégation,
Par subdélégation de la directrice départementale des territoires,

Le responsable de l'unité
Application du Droit des Sols,
Sébastien PERROUD.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans le délai de deux mois à compter de la date de sa notification. Ce recours peut être effectué au moyen de l'application informatique "Télerecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, et en application du décret n°2016-6 du 05 janvier 2016, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 an(s) à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an, sur demande de son bénéficiaire si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.